

Convention collective

IDCC : 9374. – **EXPLOITATIONS D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE
(INDRE-ET-LOIRE)
(6 janvier 1969)**

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 10 février 1970)

AVENANT N° 70 DU 19 JANVIER 2006 (1)

NOR : *AGRS0697080M*

IDCC : 9374

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Indre-et-Loire (FDSEA-CR) ;

L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Indre-et-Loire (UDSEA),

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

L'union départementale des syndicats CFTC d'Indre-et-Loire ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO ;

La fédération générale de l'agriculture CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 24 est modifié comme suit :

1. Au point 1.1, l'unique alinéa est supprimé et remplacé par les 4 alinéas suivants :

« 1.1. – Définition : la durée du travail effectif est le temps pendant lequel un salarié est à la disposition de l'employeur et doit se conformer à ses directives, sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Le temps nécessaire au casse-croûte et au repas n'est pas considéré comme temps de travail effectif.

Cependant, le temps nécessaire à la restauration ainsi que les temps consacrés aux pauses sont considérés comme du temps de travail effectif lorsque les critères définis à l'alinéa 1 sont réunis. Même s'ils ne sont pas reconnus comme temps de travail, ils peuvent être rémunérés conformément aux usages, aux accords d'établissement ou aux contrats de travail.

Le temps d'habillage et de déshabillage rendu nécessaire par les contraintes du travail est considéré comme temps de travail effectif et rémunéré comme tel. »

2. Au point 1.2, après les mots « sur 4 jours », sont ajoutés les mots : « dans les conditions prévues à l'article R. 713-2 du code rural, notamment en l'absence d'opposition des représentants du personnel et après information préalable de l'inspection du travail ».

3. Au point 4, il est ajouté un dernier alinéa ainsi rédigé :

« En ce qui concerne l'emploi des jeunes âgés de plus de 14 ans, encore soumis à l'obligation scolaire, se reporter à l'article R. 715-2 du code rural. »

Article 2

L'article 30 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 30

Congés spéciaux

Des congés spéciaux sont accordés aux salariés et apprentis dans les conditions ci-après :

ÉVÉNEMENT	ANCIENNETÉ DU SALARIÉ		
	Moins de 3 mois	Au moins 3 mois mais moins de 1 an	Au moins 1 an
Mariage du salarié ou conclusion d'un pacte civil de solidarité	4 jours payés		
Mariage d'un descendant ou conclusion d'un pacte civil de solidarité	1 jour payé		
Décès du conjoint ou du co-contratant d'un pacte civil de solidarité ou d'un enfant	2 jours payés + 1 jour non payé		3 jours payés
Décès d'un père ou d'une mère	1 jour payé + 2 jours non payés		3 jours payés

ÉVÈNEMENT	ANCIENNETÉ DU SALARIÉ		
	Moins de 3 mois	Au moins 3 mois mais moins de 1 an	Au moins 1 an
Décès du beau-père ou de la belle-mère (parents du conjoint ou du co-contractant du pacte civil)	1 jour payé + 2 jours non payés		3 jours payés
Décès d'un frère ou d'une sœur	1 jour payé		
Décès d'un descendant, d'un ascendant ou d'un allié au même degré (décès d'un enfant ou des père et mère, beau-père, belle-mère : voir ci-dessus)	3 jours non payés		3 jours payés

Article 3

Les dispositions de l'article 46 sont supprimées et remplacées par un unique alinéa ainsi rédigé :

« Les arboriculteurs visés à l'article 1^{er} sont tenus d'adhérer pour l'ensemble de leur personnel (exécution et cadres) aux institutions de retraite complémentaire de la profession selon les taux en vigueur. »

Article 4

L'article 47 est supprimé.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 5 exemplaires au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles d'Indre-et-Loire.

Fait à Tours, le 19 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)

